

LES RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUE DANS LA COMMUNICATION TERRITORIALE DES COLLECTIVITÉS ET PARTICIPATION CITOYENNE DANS LA RÉGION DU GBÊKÊ

Boni Hyacinthe KPANGBA
Université Alassane Ouattara
ORCID iD: 0009-0002-6384-1459
bonihyacinthe@gmail.com

Résumé : Cet article évalue l'efficacité de la communication numérique des collectivités territoriales de la région du Gbêkê (Côte d'Ivoire) face aux enjeux de la participation citoyenne. Elle s'appuie sur la théorie de la société en réseaux de Castells (1998), avec une méthodologie mixte. Le protocole associe un questionnaire adressé à 300 citoyens, un entretien semi-directifs avec 30 acteurs clés et un corpus de 240 publications sur les pages Facebook des collectivités de la région du Gbêkê. Les résultats ont révélé une centralisation de l'audience dans la communication numérique des collectivités de la région au profil de la commune de Bouaké. L'analyse a par ailleurs montré un taux de réponses institutionnelle dérisoire (4,6%) combiné à une sur-mobilisation des contenus culturels. Cette stratégie de divertissement éditorial crée un vide délibératif. L'espace public numérique local restreint par la double fractures (infrastructurelles et cognitives) permet de confirmer l'hypothèse de départ de l'étude. En effet, le caractère horizontal technique des plateformes sont de plus en plus capturé par une culture politique descendante importante. Le réseau social Facebook dans le cadre de cette étude sert de moyen de propagande, de persuasion, d'influence et d'affichage unilatérale pour les politiques. Ces usages limitent la participation et l'engagement citoyen. Et ne favorise pas adhésion territoriale active chez les citoyens.

Mots-clés : Communication territoriale numérique, réseaux sociaux, participation citoyennes, Facebook, région du Gbêkê.

DIGITAL SOCIAL NETWORKS IN THE TERRITORIAL COMMUNICATION OF LOCAL AUTHORITIES AND CITIZEN PARTICIPATION IN THE GBEKE REGION

Abstract : This article evaluates the effectiveness of digital communication by local authorities in the Gbêkê region (Côte d'Ivoire) regarding the challenges of citizen participation. It draws on Castells' (1998) network society theory and employs a mixed-methods approach. The methodology combines a questionnaire administered to 300 citizens, semi-structured interviews with 30 key stakeholders, and an analysis of 240 posts from the Facebook pages of local authorities in the Gbêkê region. The results reveal a concentration of the digital audience around the Bouaké municipality. Furthermore, the analysis shows a negligible institutional response rate (4.6%) alongside an over-reliance on cultural content. This strategy of "editorial entertainment" creates a deliberative void. The local digital public sphere—constrained by a dual digital divide (infrastructural and cognitive)—confirms the study's initial hypothesis: the technical horizontal nature of these platforms is increasingly being co-opted by a dominant top-down political culture. In this context, Facebook serves as a tool for propaganda, persuasion, influence, and one-way messaging for politicians. These practices limit citizen participation and engagement and fail to foster active civic attachment to the territory.

Keywords: Digital territorial communication, social media, citizen participation, Facebook, Gbêkê region.

Introduction

En Côte d'Ivoire, l'architecture institutionnelle de la décentralisation rapproche structurellement l'action de l'État des populations locales. Selon Mel (2015), cette politique permet aux communes et régions de prendre en charge avec efficacité les besoins quotidiens des administrés. Ce transfert progressif de compétences exige une autonomie de gestion locale accrue. Soumahoro (2015) affirme que cette proximité administrative favorise l'exercice effectif de la démocratie locale et le développement endogène. Pour opérationnaliser cette dynamique territoriale, une communication publique de qualité reste indispensable. Zumofen et Mabillard (2021) rappellent qu'elle assure la diffusion essentielle de l'information administrative auprès de la population. De nos jours, la mise en concurrence des espaces impose également l'intégration de démarches d'attractivité globales. Bendahan et Barradi (2022) montrent que les collectivités territoriales s'engagent désormais dans de véritables stratégies de marketing territorial.

L'avènement du Web participatif et de l'Internet mobile bouscule profondément ces pratiques traditionnelles. Les réseaux sociaux numériques (RSN) pénètrent la gouvernance locale en reconfigurant les espaces publics contemporains. Comme le soulignent Djè Bi et Bamba (2026 : 106), l'essor du numérique remodèle les modes de communication et ouvre de nouvelles modalités d'engagement citoyen. Boujida (2025) définit cette communication territoriale comme un partage d'informations d'utilité publique maintenant le lien social. Dans ce sillage, Okou (2026 : 778) rappelle que cette mutation impose une approche multicanale rapprochant l'administration de ses administrés.

Cependant, l'introduction de ces technologies confronte les institutions à de fortes tensions politiques. Pour Dubois (2024), les RSN doivent impérativement s'ériger en instruments de dialogue bilatéral. Sans une réelle logique dialogique, les autorités se confinent dans des modèles de diffusion purement verticaux. Chafik et El Abbadi (2023) suggèrent de dépasser cette approche unilatérale caduque. À défaut, les plateformes numériques sont détournées à des fins de propagande pour assurer l'enracinement politique des élus locaux, comme le note Baouzil (2024). De plus, la transformation et la transition numérique est confrontée à nombreux défis infrastructurelles et structurelles. P. Norris (2021) souligne que les inégalités d'accès (physiques et matérielles) engendrent un fossé numérique discriminatoire. Ce clivage corrobore les travaux Rallet et Rochelandet (2004) sur les fractures numériques de second niveau liées aux capacités et compétences d'usages. C'est ce que Fistikei (2023 : 29) nomme « failles de la démocratie connectée » ; tout en soulignant le risque de polarisation politique engendré par de telles disparités. La région du Gbêkê, deuxième pôle urbain ivoirien, cristallise des défis socio-économiques et technologiques. Marquée par des infrastructures inégales, elle affiche de fortes disparités de connectivité entre ses communes. Ce territoire constitue un observatoire idéal pour analyser la pénétration des outils numériques dans la communication locale. Dès lors, la problématique de cette recherche se structure autour de la question suivante : la communication numérique des collectivités de la région du Gbêkê est-elle efficace pour susciter une réelle participation citoyenne ?

Pour répondre à cette question, nous soutenons que la communication territoriale numérique des collectivités de la région du Gbêkê est inefficace pour susciter une participation citoyenne et est influencée par un modèle descendant d'affichage avec un déficit d'appropriation. Pour évaluer cette hypothèse, l'étude s'appuie sur une approche mixte qui associe questionnaire, entretiens et une analyse de contenu des publications officielles publiées sur le réseau social Facebook. Le déploiement de cet article s'articule autour de

quatre points. Nous définirons d'abord un cadre de référence théorique mobilisant la théorie de la société en réseau de Castels (1998, 2012). Ensuite nous aborderons des précisions méthodologiques. De plus nous présenterons les résultats empiriques de l'étude et enfin, la dernière partie sera consacrée à une discussion critique confrontant les modèles aux réalités de terrain de la région du Gbêkê.

1. Cadre référence théorique

L'étude de la communication numérique des collectivités territoriales de la région du Gbêkê nous conduit à la mobilisation de grilles de lecture théorique. Ainsi, cette recherche se fonde sur les théories de la société en réseaux, le postulat de la normalisation techno-politique et le paradigme de la communication participative et citoyenne.

1.1. La théorie de la société en réseaux face aux asymétries de l'espace local

Le fondement conceptuel de cette étude s'inscrit initialement dans la théorie de la société en réseaux formalisée par le sociologue Castells (1998, 2012). Ce modèle postule que l'avènement des technologies de l'information et de la communication engendre une reconfiguration structurelle des relations de pouvoir. Il substitue aux hiérarchies pyramidales classiques des organisations réticulaires, fluides et horizontales. Selon cette approche, l'émergence d'un « espace des flux » immatériel transcende l'« espace des lieux » physique, offrant aux citoyens des infrastructures virtuelles de contre-pouvoir capables de contester les monopoles informationnels des gouvernements (Castells, 2012). Toutefois, en s'important dans le paysage de la décentralisation en Côte d'Ivoire, cette horizontalité théorique se heurte à de profondes disparités matérielles. Les ressources infrastructurelles et le capital humain des communes du Gbêkê demeurent profondément inégaux. La supériorité numérique de la commune de Bouaké face à l'invisibilité des communes rurales démontre que l'espace des flux rente largement dépendant de l'espace des lieux (Castells, 1996). Cependant, le développement des réseaux sociaux numériques n'occulte pas les inégalités et les retards de développement qui existait déjà. Bien au contraire, elle vient s'y greffer, illustrant ce que Djè Bi et Bamba (2026 : 106) qualifie de « dynamique usages sociaux différenciés ». En effet, les plateformes numériques comme Facebook se trouve captative des asymétries territoriales, reconfigurant les rapports de forces sans pour garantir la moindre équité d'appropriation.

1.2. Le paradigme de la normalisation et de la capture institutionnelle

Pour éclairer la persistance des modèles de communication unilatéraux malgré l'interactivité native des outils numériques, il convient de convoquer la thèse de la normalisation. Théorisée par le politologue Hindman (2009) et le chercheur Morozov (2011), cette approche critique rejette l'idée d'une démocratisation automatique de l'espace public par la seule vertu des technologies. Ces auteurs soutiennent que les institutions politiques traditionnelles finissent toujours par coloniser, normaliser et soumettre les nouveaux outils numériques à leurs propres logiques de contrôle, de marketing et de conservation du pouvoir (Hindman, 2009). Ce paradigme trouve une résonance empirique rigoureuse dans les travaux des chercheurs ivoiriens en sciences de l'information et de la communication (SIC). Atchoua et al (2020) démontre que l'appropriation des dispositifs digitaux par les entités publiques africaines s'exécute prioritairement selon une logique de centralisation. L'émetteur institutionnel cherche avant tout à sanctuariser son magistère informationnel en évitant le dialogue direct. Dans la même perspective, Koné (2024) confirme que l'adoption des

technologies socio-numériques en Côte d'Ivoire répond généralement à une quête d'image de marque et de vitrine esthétique. Elle n'induit pas une restructuration démocratique ou horizontale des pratiques managériales. Le réseau social, au lieu de devenir une agora délibérative, est confiné par les cadres municipaux dans ce que Kra (2014) qualifie de « communication institutionnelle unidirectionnelle ». L'outil interactif est détourné à des fins d'affichage descendant pour légitimer l'action de l' élu local.

1.3. La communication participative et citoyenne comme outil d'agentivité

Face aux dérives de la communication descendante, les théories de la communication participative et citoyenne offrent un cadre alternatif pour penser l'implication réelle des administrés. La notion de communication participative en Afrique de l'ouest, a été développée par Bessette et Rajasunderam (1996). C'est un paradigme basé sur le développement endogène. Elle stipule que les populations ne doivent pas être de simples bénéficiaires passives de messages déjà conçus, mais des associés activement impliqués depuis les l'identification des attentes et besoins jusqu'à la résolution des problèmes avec des actions concrètes plus locales. Les concepts clés de cette théorie reposent sur l'inclusion des groupes et catégories sociaux, le dialogue à double sens et la responsabilité des communautés. Comme le précisent Kpangba, et al. (2025 : 216) dans leurs analyses des dynamiques urbaines à Bouaké, la réussite et la pérennité des politiques publiques territoriales dépendent directement de ce niveau d'appropriation et de mobilisation réelle des acteurs. Mieux, pour ces auteurs, la communication citoyenne permet de dépasser le cadre strictement institutionnel pour encourager l'auto-organisation. En intégrant ce que Dupont (2011) nomme l'« appropriation sémantique », elle permet aux citoyens de transformer les discours officiels selon leurs réalités vécues pour agir directement sur leur environnement. Cette agentivité citoyenne, théorisée à l'échelle des collectivités par Okou (2026 : 778), exige des autorités locales une transparence stricte et une redevabilité continue, seules garanties pour rompre la méfiance institutionnelle et instaurer une relation de confiance durable avec les administrés.

2. Méthodologie

Cette étude a pour champ de recherche la région du Gbêkê situé au centre de la Côte d'Ivoire. Elle renforme huit collectivité territoriales qui sont : la commune de Bouaké, Diabo, Bodokro, Djébonoua, Sakassou, Béoumi, Brobo et Botro. En effet, bien que le champ d'étude porte sur la région du Gbêkê, il reste exclusivement numérique, car il porte sur les plateformes numériques dédiées à la communication des communes de la région. La région du Gbêkê ayant pour chef-lieu la ville de Bouaké, est notre principal terrain d'enquête. Ce choix permet de collectivités urbaines intermédiaire offre un contraste pertinent avec la ville d'Abidjan. La recherche permet ainsi d'analyser les défis de la communication numérique des collectivités territoriales face aux inégalité de connectivité des territoires. Pour la réalisation de l'étude, quatre groupes de participants ont été retenus. Les citoyens (300) forment la cible principale. Nous avons opté pour une technique par quotas selon leur abonnement à l'une des pages Facebook des collectivités locales identifiées. Les critères portent sur les capacités d'usage et la ville de résidence pour assurer la représentativité sociologique. Par ailleurs, des élus locaux (12) et des gestionnaires de réseaux sociaux (8) ont été retenus par échantillonnage raisonné ; tandis que des leaders communautaires (10) ont été intégrés pour assurer la crédibilité de l'étude à travers la méthode boule de neige. La méthodologie adopte une approche mixte à travers trois outils complémentaires de collecte

de données. D'abord, un questionnaire a été administré principalement sur Facebook aux 300 citoyens. Ce formulaire a permis de mesurer leurs équipements, leurs usages des plateformes locales, leur engagement et leur perception de la transparence dans communication numérique des collectivités locales choisies. Et ensuite, nous avons mené des entretiens semi-directifs auprès de 30 acteurs clés (institutionnels et communautaires) dans le but de comprendre les logiques de leurs stratégies de communication numérique et leur ligne éditoriale. Face à la difficulté technique d'un suivi exhaustif, un échantillonnage temporel et thématique a été adopté. Elle a ciblé quatre période précises : Juin, Septembre, décembre 2025 et Mars 2026. La collecte des données chez les citoyens s'est focalisée principalement sur les publications. Ces publications étudiées portent sur les projets réalisés, la culture et la célébration festive, la valorisation et la promotion des leaders politiques, et les consultations citoyennes. La communication numérique des communes de Bouaké et Bodokro ont fait l'objet d'une étude comparée. Nous avons pour cette étude analysé un corpus de 240 publications sur les pages Facebook des huit communes et celle du conseil régional du Gbêkê. Les publications ont été examinées grâce à une grille catégorielle évaluant la nature, la tonalité et l'engagement des messages. L'analyse des données s'est appuyée sur les méthodes qualitatives et quantitatives pour assurer la validité des résultats. Les résultats quantitatifs ont été traités à travers les indicateurs (likes, partages, commentaires) avec le logiciel Sphinx. Ce logiciel a permis des analyses de fréquence et de croiser les données. Au niveau qualitatif, l'étude repose sur l'analyse de contenu lexicale issue des entretiens. Le corpus numérique a également intégré la tonalité des messages et les langues utilisées ; notamment le français, le baoulé et le malinké. Toutefois, cette recherche comporte assurément des limites méthodologiques qui ne permettent pas d'étendre l'étude à l'ensemble des collectivités territoriales ivoiriennes., de plus, l'étude de la communication numérique des collectivités étudiées porte uniquement sur Facebook, ce qui ne favorise pas une généralisation des résultats.

3. Résultats d'enquête

L'étude des données collectées de Juin 2025 à Juin 2026 révèle des réalités contrastées. Les résultats sont ainsi présentés selon quatre variables clés à savoir : la visibilité institutionnelle *et reproduction des asymétries territoriales* ; la dynamique culturelle et *adhésion territoriale passive* ; la participation citoyenne et *paradoxe du vide dialogique* ; les *verrous de la double fracture structurelle*.

3.1 Visibilité institutionnelle et reproduction des asymétries territoriales

L'enquête empirique révèle une disparité d'audience importante entre les entités administratives de la région du Gbêkê. Les inégalités structurelles hors-ligne se transposent et se consolident directement dans l'espace numérique régional.

Le tableau ci-dessous synthétise les audiences relevées sur les pages officielles.

Tableau 1 : Facebook officielles des collectivités de la région à la date de juin 2026

Collectivité	Nom de la page Facebook	Nombre d'abonnés	Catégorisation de la visibilité
Mairie de Bouaké	<i>Mairie de Bouaké</i>	69 000	Métropolitaine / Hégémonique
Conseil régional du Gbêkê	<i>Conseil Régional de Gbêkê</i>	8 535	Régionale / Intermédiaire
Mairie de Diabo	<i>Mairie de Diabo</i>	8 240	Rurbaine / Intermédiaire
Mairie de Béoumi	<i>Mairie de Béoumi</i>	299	Rurale / Résiduelle
Mairie de Botro	<i>Mairie de Botro</i>	187	Rurale / Résiduelle
Mairie de Bodokro	<i>Mairie de Bodokro</i>	129	Rurale / Résiduelle
Mairie de Brobo	<i>Brobo Média.com le 360</i>	124	Rurale / Résiduelle
Mairie de Sakassou	<i>Sercom Mairie-Sakassou</i>	55	Rurale / Résiduelle
Mairie de Djébonoua	<i>Mairie de Djébonoua</i>	39	Rurale / Résiduelle

Source : Relevé des pages Facebook officielles des collectivités de la région du Gbêkê, juin 2026.

La Mairie de Bouaké exerce une hégémonie numérique absolue avec 69 000 abonnés. Ce chiffre représente plus de huit fois l'audience du Conseil Régional (8 535 abonnés) et de la commune de Diabo (8 240 abonnés). À l'inverse, les communes rurales comme Sakassou (55 abonnées) et Djébonoua (39 abonnées), affiche une visibilité numérique purement symbolique sur Facebook. Cette disparité s'explique par une insuffisance des ressources (humaines, techniques et financières) allouées aux petites communes rurales comme le souligne Zumofon et Mabillard (2021). Pour ces auteurs, les grandes collectivités locales bénéficient de services de communication structurés avec des agents qualifiés et formés. Au-delà de la visibilité, l'usage des réseaux sociaux reste confiné à une logique d'affichage unilatérale et descendante. Comme le théorise Rosemberg (2003), cette communication sert avant tout à se mettre en scène et à se donner une image favorable auprès de sa propre société. Les publications servent à valoriser l'action de l'exécutif local pour asseoir sa légitimité politique. La communication élude le dialogue direct, reproduisant ce que Chafik et El Abbadi (2023) qualifient d'approche unilatérale et hiérarchique caduque.

3.2 Dynamique culturelle et adhésion territoriale passive

La mise en récit culturelle du territoire constitue un puissant levier d'audience pour les collectivités du Gbêkê. Les publications relatives aux événements culturels et sportifs représentent 17,1 % du corpus global (41 publications sur 240). Ce segment éditorial enregistre une moyenne élevée de 124 interactions par publication, contre seulement 38 pour les annonces administratives. En mettant en scène les festivals et les traditions, les collectivités activent la fonction de promotion du territoire théorisée par Cohen-Bacrie (2009), visant à valoriser l'image et l'identité locale. Environ 68,7 % des citoyens interrogés déclarent utiliser les réseaux sociaux pour partager ces informations communautaires. Selon Rogers (1995), ce partage relève d'une logique de compatibilité : les citoyens relaient les contenus numériques qui s'intègrent naturellement à leurs pratiques quotidiennes de sociabilité. Toutefois, cette stratégie agit principalement comme un vecteur de résignation silencieuse. Elle ne favorise aucun transfert de pouvoir de décision vers les citoyens. Les études Gokra et al (2022) soutiennent ce postulat. En focalisant l'attention sur les événements culturels et récréatives, la communication numérique des collectivités territoriales du Gbêkê évince les exigences citoyennes de redevabilité exprimée sur les plateformes numériques.

Cette technique de communication évite les débats dans l'espace public numérique et neutralise la participation citoyenne et l'engagement.

3.3 Participation citoyenne et paradoxe du vide dialogique

L'étude montre une profonde contradiction entre une forte attente d'interactivité citoyenne et une inertie institutionnelle descendante. L'enquête par questionnaire révèle une pyramide de participation hautement asymétrique. Le suivi des publications (71,3 %) et le partage d'informations (68,7 %) représentent les usages hégémoniques. Le signalement de problèmes urbains (voirie, ordures) atteint 54,2 %. À l'inverse, seuls 18,9 % des sondés répondent aux sondages institutionnels et un infime taux de 9,3 % s'implique dans la co-production de projets locaux en ligne. Cette répartition valide le modèle de Nielsen (2006) sur la participation en ligne (règle des 90-9-1), où l'immense majorité des utilisateurs reste confinée dans une posture d'observation passive. Pourtant, cette faiblesse de la participation active n'indique pas un désintérêt des citoyens. Les rares publications de consultations citoyennes enregistrent 203 interactions en moyenne. L'engagement est donc plus élevé lorsque l'institution invite à la co-construction, ce qui rejoint les conclusions de Haro-de-Rosario et al. (2018). Face à cette demande, les réponses des institutions aux commentaires des citoyens ne représentent que 4,6 % du corpus. Ce vide dialogique rompt la condition de réciprocité essentielle à la communication publique selon Cohen-Bacrie (2009). Un espace de délibération dépourvu de réactivité concrète perd sa légitimité démocratique et se vide de ses participants, conformément aux avertissements de Habermas (1978).

3.4 Les verrous de la double fracture structurelle

L'inefficacité de la communication numérique à générer une participation active s'enracine dans des contraintes matérielles, cognitives et organisationnelles.

-Contraintes territoriales et infrastructurelles

Si 78,3 % des citoyens interrogés possèdent un smartphone, seuls 31,4 % bénéficient d'un accès stable à Internet. Ce décalage confirme la distinction conceptuelle de Rallet et Rochelandet (2004) entre la fracture d'accès aux équipements (premier niveau) et les inégalités d'usages liées aux contraintes d'appropriation (second niveau). Le coût élevé des données mobiles est l'obstacle majeur pour 67,2 % de la population. De plus, 49,3 % des répondants soulignent l'instabilité du réseau dans les quartiers périphériques populaires comme Dar-es-Salam.

-Fracture informationnelle et cognitive

Près de 58,9 % des citoyens déclarent ne pas savoir comment accéder aux pages officielles de leur collectivité. De plus, 41,8 % affirment manquer de compétences numériques pour formuler des requêtes construites. Enfin, 27,6 % des citoyens pointent du doigt la barrière linguistique, jugeant le français écrit utilisé par les administrations trop complexe ou bureaucratique.

-Fractures organisationnelles et managériales

L'adoption des réseaux sociaux s'est opérée de manière spontanée, sans budget spécifique ni personnel qualifié, une tendance internationale documentée par Zumofen et Mabillard (2021). Les services de communication font face à une surcharge d'informations qu'ils ne sont pas outillés pour gérer. De plus, selon Oliveira et Welch (2013), les

collectivités limitent l'usage des RSN à de la simple diffusion par crainte d'une exposition non maîtrisée aux critiques publiques. La collectivité adopte l'artefact technologique pour moderniser son image de marque sans pour autant restructurer ses processus de gouvernance.

4. Discussion des résultats et vérification de l'hypothèse

La discussion des résultats permet de confronter les données empiriques recueillies dans la région du Gbêkê aux grilles théoriques des sciences de l'information et de la communication (SIC) et de la sociologie politique. Cette mise en perspective critique évalue l'offre numérique institutionnelle face aux dynamiques de l'engagement local afin de statuer sur l'hypothèse de cette recherche.

4.1. *La capture institutionnelle de l'espace des flux par la culture bureaucratique*

Le premier niveau de discussion interroge l'objet de l'étude, à savoir la communication numérique des collectivités territoriales du Gbêkê. La théorie de la société en réseaux de Castells (1998, 2012) postule que les plateformes connectées substituent aux hiérarchies verticales traditionnelles des structures réticulaires horizontales et bidirectionnelles. Or, le terrain du Gbêkê révèle un effondrement de cette horizontalité théorique. L'usage exclusif de Facebook comme canal d'affichage descendant (taux de réponse institutionnelle dérisoire de 4,6 %) démontre que les administrations locales réduisent l'outil à un modèle unilatéral classique. Ce constat valide le modèle de la normalisation techno-politique développé par Hindman (2009) et Morozov (2011), selon lequel les institutions traditionnelles colonisent les nouveaux outils numériques pour les soumettre à des logiques de contrôle et de conservation du pouvoir. En contexte ivoirien, le professeur Koné (2024 : 22) démontre que l'adoption des technologies socionumériques répond d'abord à une quête d'image de marque et de vitrine esthétique plutôt qu'à une réelle restructuration délibérative des pratiques. L'outil interactif se retrouve enfermé dans ce que Kra (2014 : 62) définit comme une « communication institutionnelle unidirectionnelle », calquant les anciens schémas bureaucratiques sur le Web 2.0. Cette dynamique de centralisation informationnelle, également analysée par le professeur Atchoua et al (2020) à l'échelle des mutations structurelles africaines, confirme que les administrations locales capturent l'infrastructure technique. Elles transforment la plateforme en un outil de persuasion et de propagande pour assurer ce que Baouzil (2024) qualifie d'enracinement politique des élus en place, au détriment d'un réel dialogue démocratique avec la population. Comme l'observe Larhrissi et Hsini (2020), cette passivité des responsables locaux à l'égard des commentaires et des avis des citoyens aggrave la rupture existante entre les élus et les administrés, enfermant la communication publique dans « un échange intermittent entre une logique unilatérale hiérarchique institutionnellement dominante et un contact des usagers avec l'administration » (Bessieres, 2009 : 135). En s'appropriant les outils numériques sans en intégrer l'ADN dialogique, les collectivités du Gbêkê reproduisent en ligne la verticalité de l'action publique hors-ligne, transformant les RSN en simples vitrines de légitimation politique.

4.2. Le marketing culturel comme stratégie d'évitement et de divertissement éditorial

Le second axe de discussion examine la nature des contenus diffusés et leur incidence sur la formation d'un espace délibératif local. Les théoriciens de la cyber-démocratie, à l'instar de Benkler (2006) et de Lévy (2002), voient dans l'architecture décentralisée du Web un moyen d'abaisser les coûts de l'engagement civique et de libérer une intelligence collective au service du bien commun. Les résultats empiriques de la région du Gbêkê justifient ce techno-optimisme. En effet, si les attentes des citoyens en termes redevabilité sont perçues à travers les publications de consultations, leur expression citoyenne est noyée sous la saturation et l'omniprésence de l'effervescence culturelles et festives. Cette mise en scène du territoire local évolue réalise diversion éditoriale, neutralisant toute contestation politique par le recours au spectaculaire et à l'esthétique. En saturant l'espace numérique d'éléments consensuels, festifs ou folkloriques, les exécutifs locaux opèrent une captation unilatérale de l'attention afin d'éviter les débats contradictoires liés à la gestion budgétaire ou à la défaillance des services publics. Ce phénomène de normalisation par le divertissement rejoint les critiques de Fistikci (2023 : 29) et de A. Courtois, Górska et al. (2022) sur les failles de la démocratie connectée, où l'infrastructure numérique ne parvient pas à former des opinions publiques critiques et concurrentes, mais évolue vers des cercles fragmentés. Comme le soulignent Kpangba et al (2025 : 216), l'appropriation et la réussite des politiques territoriales dépendent directement du niveau de mobilisation réelle et de l'implication inclusive des acteurs.

En substituant l'adhésion passive à la citoyenneté active, l'usage des RSN dans le Gbêkê s'apparente à ce que Ngonu (2021) identifie comme du « journalisme de communication » qui s'oppose au journalisme d'information : les professionnels et les élus se soucient davantage de communiquer sur leur propre image de marque ou de proposer leur propre récit de légitimation que de nourrir le contenu de l'information ou d'organiser la co-construction décisionnelle (Charron, 2014). Cette mise en scène culturelle produit ce que Pira (2022 : 399) qualifie d'ouverture à la gratuité communicationnelle de façade, où l'interpénétration et l'imbrication des plateformes numériques servent d'exutoire promotionnel au détriment de la fonction de service public neutre et explicative exigée par Cohen-Bacrie (2009).

4.3. La reproduction des fractures structurelles et l'exclusion par le design technique

Le troisième niveau de discussion se concentre sur le sujet de l'étude : la participation citoyenne confrontée aux barrières matérielles et cognitives du territoire. L'environnement numérique n'est pas une simple sphère prédite par les cyber-optimistes. C'est bien au contraire un reflet révélateur des inégalités géographiques et sociales préexistants. C'est cette idée que Djè Bi et Bamba (2026), expose en soutenant que l'espace public contemporain africain est dominé par des dynamiques d'utilisations des RSN très différenciées, transformées par les catégories d'âge et les profils socio-économique. Chez ces auteurs, si le premier niveau de la fracture numérique (accès à Internet et au smartphones) semble disparaître à Bouaké, le second niveau (acquisitions cognitives, d'usage et barrières culturelles), constitue un obstacle important à l'inclusion numérique. L'usage exclusif d'un français écrit complexe, académique et bureaucratique par les institutions du Gbêkê crée une barrière linguistique qui exclut de facto les populations rurales et analphabètes de l'arrière-pays (Sakassou, Djébonoua). Ce constat corrobore les analyses de Kpangba et al. (2025 : 216) à Bouaké, qui mettent en évidence l'existence d'une fracture cognitive significative entraînant un faible taux d'implication (10 %) et un parallélisme affligeant entre

les institutions locales et les citoyens. Les plateformes numériques, bien que largement adoptées (51 % des sources d'information pour la population locale), reproduisent une logique descendante de la communication unidirectionnelle.

Faute de canaux inclusifs et de dispositifs permanents de concertation fondés sur la communication participative telle que théorisée par Bessette (1996), la participation en ligne reste le club sélectif d'une minorité urbaine et instruite. Ce fossé est amplifié par ce que Soumahoro (2015) identifie comme les limites socio-économiques de la décentralisation ivoirienne, où les populations de l'arrière-pays n'ont ni les ressources techniques ni les compétences cognitives requises pour s'insérer de manière paritaire dans l'« espace des flux », validant ainsi le modèle d'exclusion par le design technique de Hindman (2009).

-Validation de l'hypothèse de recherche

La confrontation croisée de ces trois axes analytiques permet de statuer définitivement sur l'hypothèse de départ. Pour rappel, nous avons supposé que : *dans la région du Gbêkê, la communication numérique des collectivités territoriales sur les RSN génère une participation citoyenne très limitée ; compromise par un modèle descendant de propagande et un déficit d'appropriation institutionnelle*. Les résultats empiriques de cette recherche confirment intégralement cette hypothèse. L'horizontalité technique de Facebook a été absorbée par la culture politique bureaucratique et verticalisée des décideurs locaux du Gbêkê. La communication numérique des collectivités étudiées montre que la démarche est centrée sur un modèle d'affichage unilatéral et de marketing de l'élu. Par ailleurs, le déficit d'appropriation se manifeste à travers la gestion inefficace des plateformes. Ce processus de communication tel que mené ne favorise pas le traitement avec célérité des plaintes et des inquiétudes des citoyens émises sur les RSN. De ce fait, la participation citoyenne se trouve limitée à deux niveaux : elle est d'abord confinée à une adhésion passive car influencée par la technique éditoriale des collectivités ; et ensuite elle est confrontée aux factures économiques, infrastructurelles et socio-linguistiques de milieu.

Conclusion

L'analyse de la communication territoriale numérique dans la région du Gbêkê met en lumière les ambivalences profondes de la démocratie connectée en contexte de décentralisation ivoirienne. Cette étude met en évidence l'existence d'un décalage structurel marqué entre l'horizontalité potentielle offerte par les réseaux sociaux numériques (RSN) et la persistance des pratiques administratives centralisées provenant du paradigme bureaucratique traditionnel. Les résultats empiriques indiquent, que nonobstant leur puissance informationnelle, les plateformes telles que Facebook ne garantissent pas un espace délibératif égalitaire et inclusif. Ces résultats se rapprochent des interrogations de Hindman (2009) et de Morozov (2011) quant aux illusions de la cyber-démocratie. En effet, l'« espace des flux » virtuel tel que défini par Castells (2012) est largement dépendant de l'« espace des lieux » physique. Ainsi, il reproduit dans l'univers numérique les disparités de ressources et de visibilité déjà observé entre le centre et les périphéries rurales ; c'est-à-dire entre la commune de Bouaké et les communes rurales de la région du Gbêkê. Cette centralisation asymétrique fait écho aux analyses de Atchoua et al (2020), qui mettent en garde contre la reproduction numérique des inégalités géographiques déclinées hors-ligne au sein de l'espace public africain. En outre, l'intégration spontanée des outils numériques se traduit par un détournement de la fonction dialogique des technologies civiques au profit d'une communication d'affichage purement descendante. Les exécutifs locaux privilégient

une stratégie de diversion éditoriale par la sur-mobilisation de contenus à forte résonance culturelle et festive. Comme le démontre T. Koné (2024), cette mise en scène esthétique du territoire occulte délibérément les débats critiques relatifs à la redevabilité budgétaire ou à l'efficacité des services publics. Ce vide dialogique, caractérisé par un taux de réponse institutionnelle dérisoire (4,6 %), paralyse l'agentivité citoyenne et installe ce que D. Bessièrès (2009) définit comme une rupture de réciprocité dans la communication publique. Les administrés se retrouvent ainsi figés dans une posture d'adhésion passive, éloignée de la mobilisation inclusive préconisée par Kpangba et al (2025) pour la réussite des projets territoriaux.

Enfin, l'avènement de cette gouvernance interactive se heurte aux verrous d'une double fracture numérique. L'usage exclusif d'un français administratif complexe, conjugué aux coûts élevés des données mobiles, engendre une exclusion par le design technique qui marginalise les populations de l'arrière-pays du Gbêkê (Sakassou, Djébonoua). Ce fossé linguistique et infrastructurel corrobore les analyses de Pira (2022) et de Soumahoro (2015) sur les limites socio-économiques de l'adoption technologique en Côte d'Ivoire, rejoignant le constat de Guiriobé (2016) sur l'insuffisance des canaux classiques à capter équitablement la demande de participation. Ainsi, l'hypothèse générale de recherche est entièrement confirmée : l'horizontalité technique des plateformes est capturée par la culture politique bureaucratique descendante, confinant Facebook dans une fonction de propagande unilatérale au détriment d'un réel dialogue démocratique.

Références bibliographiques

- Atchoua, N. J. & Bogui, J.-J. (2020). Technologies numériques et sociétés africaines : Enjeux de pouvoir et de redevabilité. Londres, Royaume-Uni : ISTE Edition.
- Benkler, Y. (2006). *The Wealth of Networks : How Social Production Transforms Markets and Freedom*. New Haven, États-Unis : Yale University Press.
- Bessièrès, D. (2009). La définition de la communication publique : des enjeux disciplinaires aux changements de paradigmes organisationnels. *Communication et Organisation*, 35, 135-145.
- Boujida, N. & Guennou H. F. (2025). La communication territoriale sur les réseaux sociaux : enjeux, dérives et impacts sur la gouvernance locale. *Revue Echos Jeunes Chercheurs*, 2(2), 126-135.
- Castells M. (2012). *Réseaux d'indignation et d'espoir : Les mouvements sociaux à l'ère d'Internet*. Paris, France : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Castells, M. (1998). *L'Ère de l'information. Tome 1 : La Société en réseaux*. Paris, France : Éditions Fayard.
- Chafik M. & El Abbadi, Ali (2023). La communication territoriale et les enjeux du développement local : Une revue de littérature. *SHS Web of Conferences*, 175, 1-10.
- Cohen-Bacrie, B. (2009). *Vade-mecum de la communication territoriale : 66 fiches détaillées pour tout comprendre sur la communication des collectivités*. Éditions du Puits Fleuri.
- Djè Bi, K. A. & Bamba, S. (2026). Médias, TIC et espace public : la dynamique des usages sociaux différenciés. *Revue Akiri*, 4(1), 106-123.
- Dupont, O. (2011). La communication citoyenne : quels investissements sociaux et appropriations sémantiques par les acteurs de la communication ? *Recherches en communication*, 35, 186-192.
- Fistikci, A. (2023). Démocratie et réseaux sociaux : de la nécessité de la régulation à ses limites. *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 21, 29-41.

- Guiriobé, J-A. (2016). *La participation citoyenne à la gestion des municipalités ivoiriennes*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Éditions Universitaires Européennes.
- Hindman, M. (2009). *The Myth of Digital Democracy*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Koné, T. (2024). *Technologies socionumériques en Côte d'Ivoire : Formes d'engagement politique et médiatique*. Paris, France : Éditions L'Harmattan.
- Kpangba. B. H. Koffi, Yao Maurice, & Kodjo, Bénié Marie-Ange Christel (2025). Communication citoyenne et gestion durable des infrastructures routières et d'assainissement en Côte d'Ivoire : cas de la ville de Bouaké. *Revue Dama Ninao*, 17, 216-237.
- Larhrissi, M. & Hsini, M. (2020). *La communication territoriale à l'ère du digital : Cas de la Commune de Kenitra*. Zenodo.
- Lévy, P. (2002). *Cyberdémocratie : Essai de philosophie politique*. Paris, France : Éditions Odile Jacob.
- Mel, T. (2015). *La décentralisation en Côte d'Ivoire : Enjeux et perspectives d'un développement local durable*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Presses Universitaires d'Afrique
- Ngono, S. (dir.) (2021). *L'Économie des médias et le numérique en Afrique*. Saint-Denis (La Réunion) : Presses universitaires indianocéaniques.
- Okou, D. R. B. (2026). Usage des médias sociaux dans la communication publique du District Autonome d'Abidjan en Côte d'Ivoire. *Revue de Géographie du Poro (GéoPoro)*, 5, 778-790.
- Pira, K. T. F. (2022). Réseaux sociaux et publicité des spectacles vivants en Côte d'Ivoire : entre acteurs hybrides et ouverture à la gratuité. *Revue Ivoirienne des Sciences du Langage et de la Communication*, numéro spécial, 399-421.
- Soumahoro, S. (2015). Gouvernance locale et décentralisation en Côte d'Ivoire : Le citoyen face aux défis budgétaires. *Revue Ivoirienne de Sociologie Réticulaire*, 4(1), 50-68.
- Zémor, P. (1995). *La Communication publique*. Paris, France : PUF, coll. « Que sais-je ? »